



Le Qatar, Dracula du climat

Par [Marinella Correggia](#)

Mondialisation.ca, 27 janvier 2012

[ilmanifesto.it](#) 27 janvier 2012

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Environnement](#)

Analyses: [Le «Printemps arabe»](#)

Cette année se tiendra le QATAR MOTOR SHOW à Doha avec la participation très attendue des véhicules les plus énergivores et coûteux au monde parmi lesquels les Ferrari. Rien de bien étonnant pour la riche monarchie fossile (dans le sens également que son économie est basée sur l'extraction des combustibles fossiles/hydrocarbures). Ce qui est plus étonnant, en revanche, c'est que la pétromonarchie se soit adjugée en 2012 la dix-huitième Conférence de l'ONU sur le climat juste après l'échec de la conférence de Durban en Afrique du Sud en décembre 2011.

Le Qatar fait preuve d'un activisme international important ces derniers temps. Il a été le seul pays arabe à participer à la guerre en Lybie y compris sur le plan militaire (notamment en fournissant des armes, de l'argent et la grosse caisse de résonance de sa chaîne de télévision Al-Jazeera). Et maintenant le Qatar est aussi très impliqué médiatiquement et financièrement dans l'offensive contre le régime de Bachar el-Assad en Syrie. Néanmoins le Qatar est à la protection du climat ce que Dracula est à la banque du sang. Pour commencer le Qatar est le pays qui a le taux d'émission de gaz à effet de serre par habitant le plus élevé au monde : 53,4 tonnes par an est le chiffre incroyable annoncé par les statistiques officielles de l'ONU soit une augmentation de 435% depuis 1990.

En comparaison, parmi les pays qui se trouvent à l'opposé et, qui plus est, sont gravement touchés par le dérèglement climatique on trouve l'Afghanistan avec 0,03 tonne par habitant, le Bangladesh avec 0,28 tonne par habitant, le lointain et sage Boutan avec 0,86 tonne par habitant et la Bolivie, grand défenseur des négociations sur le climat, avec 1,38 tonnes par habitant. Les émissions de gaz à effet de serre du Qatar dépassent celle des ses alliés au Conseil de Coopération du Golf : le Koweït, l'Arabie saoudite et les Emirats.

Alors comment expliquer les 63 millions de tonnes d'émission de gaz à effet de serre du micro Etat de l'émir Al Thani ? Il doit sa richesse à l'industrie des hydrocarbures. L'émirat, créé à l'époque par l'Empire britannique, doit presque tout importer. C'est en quelque sorte le contraire de cette usine mondiale qu'est la Chine qui, elle, assume la responsabilité des émissions de gaz liées à la production de nombreux produits manufacturés et de biens intermédiaires consommés par d'autres pays. Les émissions de gaz du Qatar s'expliquent en partie par sa consommation de combustibles fossiles / hydrocarbures sans aucun doute très élevée. Mais les émissions de gaz sont dues en premier lieu à la production, le raffinage et le transport du pétrole et à la transformation du gaz naturel qui doit être liquéfié pour le transport. Le Qatar est le principal exportateur mondial en plus de couvrir les 80% de son propre besoin en énergie.

Donc, pas étonnant que l'hôte saugrenu du sommet sur le climat 2012 fasse partie du

groupe des pétromonarchies qui ont été en première ligne, dans les moments cruciaux, à faire échouer le Protocole de Kyoto, pourtant très limité. Leur seul but étant de ne pas renoncer à l'industrie des hydrocarbures. En effet, les négociateurs savaient que le Koweït, l'Arabie saoudite et les autres, inventaient chacun à leur tour un vice de procédure pendant les longues et exténuantes négociations à chacune des conférences dans le but de tout réduire à zéro.

Mais, comme l'expliquait récemment dans The Guardian le journaliste britannique et expert en environnement George Monbiot, l'Occident ne soutiendra certes aucun mouvement démocratique dans les monarchies du Golfe parce que ces monarchies sont les plus flexibles et les plus complaisantes dans leur offre. De plus, plus elles constituent d'excellents clients pour le marché de l'armement.

Il n'y a pas si longtemps, lorsque le vent du "printemps arabe" semblait souffler sur le Moyen-Orient, la Société Générale, banque française, avait mis en garde qu'une révolte en Arabie saoudite entraînerait une hausse du prix du baril qui atteindrait 200 dollars. Un prix si élevé "ferait tomber les gouvernements des démocraties occidentales". Même si cela devait être bénéfique pour le climat.

Source originale : [Il Manifesto](#)

Traduit de l'italien par Carolina Badii pour [Investig'Action](#)

La source originale de cet article est [ilmanifesto.it](#)
Copyright © [Marinella Correggia](#), [ilmanifesto.it](#), 2012

Articles Par : [Marinella Correggia](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca